



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

56199



Distr. : GENERALE

E/ECA/PSD.8/17
9 mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains

Addis-Abeba, 21 - 26 mars 1994

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE

I. INTRODUCTION

1. A sa vingt-septième session tenue à New York du 22 février au 3 mars 1993, la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies a examiné la décision C(47) relative aux principes fondamentaux de la statistique officielle, adoptée le 15 avril 1992 par la CEE pour la région de la Commission économique pour l'Europe (voir annexe I).
2. Cette décision, qui avait été unanimement proposée à la CEE par la Conférence des statisticiens européens à sa trente-neuvième session plénière en 1991, a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt-septième session de la Commission de statistique à la demande du Président de la Conférence. En août 1992, la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU a communiqué cette décision à tous les membres de la Commission de statistique, aux commissions régionales et à un certain nombre d'organisations internationales. Les pays et organisations qui ont fait parvenir une réponse se sont déclarés favorables à l'adoption de principes analogues à l'échelle mondiale.
3. Après un examen approfondi du sujet, la Commission de statistique a reconnu que la décision C(47) de la CEE avait une importance universelle et a fait siennes les idées qui la sous-tendaient. En outre, la Commission a chargé le Groupe de travail sur les programmes internationaux de statistique et la coordination de demander aux divisions de statistiques régionales de communiquer la décision à tous les pays de leurs régions respectives et d'obtenir leurs opinions concernant l'opportunité et l'utilité d'appliquer les principes énoncés dans la décision aux niveaux régional et mondial. La Commission a également exhorté les divisions de statistiques régionales à faire parvenir les résultats de ces consultations au Groupe de travail dès que possible afin de lui permettre d'élaborer un projet d'ensemble de principes applicables au niveau mondial, à soumettre à la Commission à sa prochaine session en 1995.
4. En application de la recommandation ci-dessus, la Conférence commune est invitée à exprimer ses vues concernant l'opportunité et l'utilité d'appliquer la décision C(47) de la CEE relative aux principes fondamentaux de la statistique officielle. Les observations et propositions faites par la Conférence compléteront les résultats des consultations tenues entre mars et juin 1993 sur la même question avec les bureaux africains de statistique et dont un résumé figure ci-après.
5. Pendant l'échange de vues sur le sujet, les participants à la Conférence commune pourraient se référer à la note du Secrétaire général sur les principes fondamentaux de la statistique officielle qui a été examinée par le Groupe de travail sur les programmes internationaux de statistique et la coordination à sa seizième session tenue à Genève en septembre 1993 (voir annexe II).

II. RESUME DES REPONSES DES BUREAUX AFRICAINS DE STATISTIQUE CONCERNANT LA DECISION C(47) RELATIVE AUX PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE

6. Vingt-six bureaux africains de statistique (sur cinquante et un) ont répondu à l'enquête réalisée par la Division de statistique de la CEA en 1993.
7. D'une manière générale, tous les bureaux nationaux de statistique concernés se sont déclarés favorables aux idées à l'origine de la décision et certains se sont félicités de voir que leur loi sur la statistique contenait déjà la plupart des principes énoncés dans la décision. Certains bureaux étaient d'avis que l'application de ces principes renforcerait les bureaux nationaux de statistique et que la décision

pouvait être adoptée comme point de départ pour encourager les gouvernements africains à reconnaître l'importance que revêtait la statistique pour le développement.

8. Il faudrait cependant noter que certaines réponses indiquaient que de nombreux pays africains n'étaient pas en mesure d'appliquer efficacement les principes énoncés dans la décision car ils ne disposaient pas de l'infrastructure ni des mécanismes nécessaires en matière de statistique. En outre, un pays a estimé que la décision ne devrait pas être portée à la connaissance du public dans un avenir proche au niveau régional car elle pourrait ne pas être bien comprise par un grand nombre de citoyens et d'autres groupes cibles.

9. S'agissant des observations relatives à la teneur de la décision, un bureau a souligné l'utilité des principes qui énonçaient de manière détaillée ce qui était connu depuis des années concernant l'utilisation des fichiers ou autres sources de renseignements administratifs gouvernementaux pour obtenir des statistiques officielles tandis qu'un autre estimait que la décision ne mentionnait pas la nécessité de former du personnel en matière de traitement et d'analyse des données.

10. Il a été également proposé que le principe IX soit modifié comme suit: "L'utilisation par les organismes responsables de la statistique de chaque pays des concepts, classifications et méthodes définis à l'échelon international, dans toute la mesure possible, favorise la cohérence et l'efficacité des systèmes statistiques à tous les niveaux officiels".

11. Pour assurer la bonne application des principes énoncés dans la décision, certains bureaux ont estimé que les mesures ci-après devraient être prises au niveau national:

- i) Adopter et/ou harmoniser les lois, règlements et mesures devant régir le fonctionnement des systèmes statistiques africains;
- ii) Mettre en place des mécanismes appropriés pour l'harmonisation des normes, concepts et classifications statistiques;
- iii) Assurer une certaine autonomie au service national de statistique afin de lui permettre de fonctionner plus efficacement et sans parti pris;
- iv) Redéfinir les domaines prioritaires sur lesquels les bureaux nationaux de statistique devraient concentrer leurs efforts étant donné l'apparition de nouveaux besoins en données au cours des dernières années;
- v) Allouer systématiquement, dans le cadre de tous les projets de développement socio-économique, des ressources financières à l'amélioration de la statistique officielle;
- vi) Lever de nouveaux impôts qui seraient directement payés au bureau national de statistique;
- vii) Prévoir le paiement de droits au bureau national de statistique par les principaux utilisateurs des données statistiques;

- viii) Faire connaître, par le biais de séminaires annuels, les principaux produits et réalisations du bureau national de statistique;
- ix) Faire organiser par le bureau national de statistique des réunions d'information fréquentes à l'intention des médias sur l'interprétation correcte et les utilisations éventuelles des données statistiques produites;
- x) Renforcer les relations de travail entre le bureau national de statistique et les autres services publics s'occupant d'activités statistiques;
- xi) Confier au bureau national de statistique la responsabilité de coordonner toutes les activités réalisées dans le domaine de la statistique dans le pays;
- xii) Promouvoir davantage l'utilisation des fichiers ou autres sources de renseignements administratifs pour obtenir des données statistiques.

12. Il faudrait noter que certaines des mesures susmentionnées figurent dans la "Stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90".

13. Enfin, il a été indiqué qu'il fallait revitaliser la coordination des activités au niveau international dans le cadre des efforts visant à appliquer convenablement les principes aux niveaux national, régional et mondial.

III. CONCLUSIONS

14. La décision C(47) de la CEE relative aux principes fondamentaux de la statistique officielle constitue, à n'en point douter, une étape décisive sur la voie de l'amélioration et du développement de la statistique officielle.

15. La Conférence commune est donc appelée non seulement à examiner soigneusement et de manière approfondie les principes énoncés dans la décision mais aussi à définir des mesures concrètes propres à favoriser leur mise en oeuvre effective dans les pays africains.

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE DANS LA REGION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Adoptés lors de la 47ème session de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, au Palais de Nations, à Genève, le 15 avril 1992

La Commission économique pour l'Europe

Considérant que l'information statistique officielle est une base indispensable pour le développement dans les domaines économique, démographique, social et de l'environnement, ainsi que pour la connaissance mutuelle et les échanges entre les Etats et les peuples de la région;

Considérant que la nécessaire confiance du public dans l'information statistique officielle repose dans une large mesure sur le respect des valeurs et des principes fondamentaux sur lesquels est fondée toute société démocratique désireuse de se connaître elle-même et de respecter les droits de ses membres;

Considérant que la qualité de la statistique officielle et, par conséquent, celle de l'information mise à la disposition des administrations publiques, du secteur économique et du public, dépend dans une large mesure de la collaboration qu'apportent les citoyens, les entreprises et d'autres répondants en fournissant des données appropriées pour l'établissement des statistiques nécessaires;

Rappelant les normes et les dispositions générales adoptées en ce sens dans la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, l'Acte final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, la Déclaration finale de la Conférence de Bonn sur la coopération économique en Europe, ainsi que la Charte de Paris pour une nouvelle Europe;

Rappelant les efforts déployés par les organisations gouvernementales et non gouvernementales s'occupant de statistique pour élaborer des normes et des concepts permettant les comparaisons entre les pays;

Rappelant également la Déclaration d'éthique professionnelle de l'Institut international de statistique;

Ayant pris connaissance du consensus qui s'est dégagé au sein de la Conférence des statisticiens européens quant à l'opportunité de définir les principes devant régir les activités des organismes responsables de la statistique officielle dans la région et dans les Etats membres;

Adopte la présente résolution :

- I. La statistique officielle constitue un élément indispensable du système d'information d'une société démocratique, fournissant aux administrations publiques, au secteur économique et au public des données concernant la situation économique, démographique et sociale et la situation de l'environnement. A cette fin, des

organismes responsables de la statistique officielle doivent établir les statistiques officielles selon un critère d'utilisation pratique et les rendre disponibles, en toute impartialité, en vue de rendre effectif le droit d'accès des citoyens à l'information publique.

- II. Pour que se maintienne la confiance dans l'information statistique officielle, les organismes responsables de la statistique doivent déterminer, en fonction de considérations purement professionnelles et de règles déontologiques, les méthodes et les procédures de collecte, de traitement, de stockage et de présentation des données statistiques.
- III. Pour faciliter une interprétation correcte des données, les organismes responsables de la statistique doivent fournir, en fonction de normes scientifiques, des informations sur les sources, les méthodes et les procédures qu'ils utilisent.
- IV. Les organismes responsables de la statistique ont le droit de faire des observations sur les interprétations erronées et les usages abusifs des statistiques.
- V. Les données utilisées à des fins statistiques peuvent être tirées de toutes sortes de sources, qu'il s'agisse d'enquêtes statistiques ou de fichiers administratifs. Les organismes responsables de la statistique doivent choisir leur source en tenant compte de la qualité des données qu'elle peut fournir, de leur actualité, des coûts et de la charge qui pèse sur les répondants.
- VI. Les données individuelles collectées pour l'établissement des statistiques par les organismes qui en ont la responsabilité, qu'elles concernent des personnes physiques ou des personnes morales, doivent être strictement confidentielles et ne doivent être utilisées qu'à des fins statistiques.
- VII. Les textes législatifs et réglementaires et toutes dispositions régissant le fonctionnement des systèmes statistiques doivent être portées à la connaissance du public.
- VIII. A l'intérieur de chaque pays, il est essentiel que les activités des différents organismes responsables de la statistique soient coordonnées pour assurer la cohérence et l'efficacité du système statistique.
- IX. L'utilisation, par les organismes responsables de la statistique de chaque pays, des concepts, classifications et méthodes définis à l'échelon international favorise la cohérence et l'efficacité des systèmes statistiques à tous les niveaux officiels.
- X. La coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine de la statistique contribue à l'amélioration des systèmes d'élaboration des statistiques officielles dans tous les pays.

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PROGRAMMES INTERNATIONAUX
DE STATISTIQUE ET LA COORDINATION**

Seizième session

Genève, 13-16 septembre 1993

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE

Note du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. A sa vingt-septième session, la Commission de statistique a examiné la décision C (47) de la Commission économique pour l'Europe (CEE) relative aux principes fondamentaux de la statistique officielle dans la région de la CEE, telle que transmise dans une note du Secrétariat de l'ONU (E/CN.3/1993/26). La note indiquait que la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU avait fait tenir le texte de la décision en août 1992 à tous les membres de la Commission de statistique, aux commissions régionales et à un certain nombre d'organisations internationales. Elle indiquait également que les pays et organisations qui avaient fait parvenir une réponse s'étaient déclarés favorables à l'adoption de principes analogues à l'échelle mondiale et avaient appuyé la proposition d'inscrire la question à l'ordre du jour de la vingt-septième session de la Commission.

2. La Commission s'est déclarée favorable aux idées à l'origine de la décision C (47) de la CEE.¹ La Commission a chargé le Groupe de travail de demander aux divisions de statistiques régionales de faire distribuer la décision C (47) de la CEE dans tous les pays de leur région, en indiquant les vues exprimées par la Commission de statistique et en leur demandant de consulter les pays et d'obtenir leurs opinions concernant l'opportunité et l'utilité d'appliquer les principes énoncés dans la décision aux échelons régional et mondial².

3. Les commissions régionales ont mené des consultations dans leur région par correspondance entre mars et juin 1993, et ont fait parvenir les résultats à la Division de statistique en juin sous forme d'exemplaires, d'extraits ou de résumés des réponses des pays. Etant donné que la Conférence des statisticiens européens était d'avis que la décision C (47) de la CEE avait une importance universelle, il n'y a pas eu de consultations supplémentaires avec les pays membres de la CEE dans le cadre de la série actuelle de consultations. Les résultats des consultations qui ont

* E/CN.3/AC.1/1993/R.1

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, 1993, Supplément (E/1993/26), par. 231.

² Ibid., par. 232 (a).

eu lieu dans les autres régions sont résumés dans les paragraphes 4 à 6 ci-dessous. Des extraits des réponses seront présentés au Groupe de travail sous forme d'un document d'information.

4. Soixante et une réponses ont été reçues. Toutes, à l'exception de deux, indiquaient une adhésion et un appui aux principes en général. Les deux autres n'exprimaient pas de vues mais fournissaient des informations sur les pratiques nationales, lesquelles ne s'écartaient pas des principes. Bon nombre de réponses étaient particulièrement favorables à l'adoption des principes aux niveaux régional et mondial. Plusieurs proposaient des modifications précises au libellé de certains articles. D'autres proposaient des principes supplémentaires. Les projets de textes modifiés et de textes supplémentaires figurent en annexe.

5. De nombreux pays ont indiqué que l'esprit des principes était déjà pris en compte et précisé différentes manières par lesquelles les principes étaient déjà intégrés dans leurs législations, institutions et pratiques en matière de statistique ou le seraient dans le cadre de modifications futures. Certains ont énoncé les mesures et conditions qui seraient indispensables à la mise en oeuvre des principes. D'autres ont indiqué ce qu'ils considéraient comme étant les avantages positifs qu'entraînerait la mise en oeuvre des principes aux échelons régional et mondial.

6. Un pays estimait que, pour élaborer des principes fondamentaux mondiaux de la statistique officielle, il faudrait tenir compte des disparités en matière de niveau statistique et de développement économique, politique et social entre les différents pays et régions afin de faciliter l'élaboration de principes pouvant être effectivement appliqués par les organismes responsables de la statistique officielle. Une autre réponse indiquait que les conditions actuelles dans le pays rendraient difficile l'application des principes dans un avenir proche. Plusieurs autres précisaient que le principe IX (relatif à l'utilisation des concepts, définitions et classifications définis à l'échelon international) ne pourrait être appliqué qu'à long terme. Une autre préférait une accélération du processus d'élaboration des principes applicables à l'échelon mondial, de sorte qu'ils puissent être examinés par la Commission de statistique en 1994. Selon plusieurs pays, en particulier des régions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la commission régionale appropriée devrait prendre l'initiative de promouvoir les principes dans sa région. Un pays de la région de la CEPALC a indiqué que les principes devraient être adoptés dans le cadre d'une réunion interaméricaine des directeurs de la statistique. Un autre de la région de la CESAP a précisé que tout principe régional devait être examiné par le Groupe de travail des experts en statistique de la CESAP.

7. Comme cela a été demandé par la Commission, le Groupe de travail, à sa seizième session, souhaitera peut-être examiner les résultats des consultations et établir d'autres plans en vue de l'élaboration d'un projet d'ensemble de principes applicables au niveau mondial, qui seraient présentés à la Commission à sa vingt-huitième session en 1995.³

³ Ibid., par. 232 (c)